



Le Président de la République a convoqué les parlementaires, comme le prévoit le nouveau texte constitutionnel, à assister à son discours le 22 juin prochain à Versailles.

Un certain nombre de parlementaires, notamment ceux du Groupe Communistes et Parti de Gauche, ont décidé de boycotter cette convocation. Je les soutiens pour 2 raisons

La 1ère, c'est que cette mascarade s'apparente plus à une opération de communication personnelle du Président de la République qu'à un réel exercice républicain. Il l'a annoncé : il vient, il parle, et il s'en va ! Pas de débat, pas de vote, rien.

Nous sommes habitués aux promesses du chef de l'Etat. Surtout à celles qu'ils ne respectent pas. Nous sommes aussi habitués à ces interventions à l'emporte pièce, voulant une Europe volontaire, un Gouvernement qui relance, une politique qui protège. Nous savons aussi qu'il n'en est rien, et que les actes du Gouvernement sont toujours à l'opposé de ses déclarations. Il nous parle d'une Europe volontaire, celle-ci est soumise aux critères du Traité de Lisbonne qu'il a imposé dans le dos des Français.

Le Gouvernement continue son œuvre de casse sociale en pleine crise qui touche les ménages français de plein fouet, que ce soit sur l'âge de la retraite, les attaques contre la Santé ou le service public postal. Et sa politique n'est ni plus ni moins que celle menée par l'Europe conduite par Monsieur Barroso depuis de nombreuses années. D'ailleurs, il a appelé à revoter pour Monsieur Barroso à la tête de la Commission de Bruxelles, preuve s'il en est de sa volonté de non-changement en la matière !

La seconde raison, c'est que cette démonstration d'"hyper-présidence" est contraire à l'idée que je me fais d'une République, impliquant les citoyens et leurs représentants dans les choix que fait la Nation. La France est en crise économique, sociale, politique, et institutionnelle. Parfois, au gré des modes, le débat sur une VIème République revient sur le devant de la scène politique. Je ne m'en contente pas. Tout ne va pas bien dans notre pays. Avec le système

électoral mis en place et la très faible participation lors des dernières élections, seuls 15% des Français auront des représentants qu'ils auront choisis au Parlement Européen. 15% ! Un Président qui convoque un Congrès pour faire un discours, sans débat et sans vote, c'est encore notre représentation nationale qui est bafouée au profit du pouvoir d'un seul homme. Ce type de pouvoir ne répond pas aux enjeux d'une démocratie, d'une République citoyenne, d'une politique renouvelée.

Ils ont raison ce boycott est donc l'occasion de dire qu'il n'est pas acceptable que le Président continue sa politique libérale en pleine crise sociale, et qu'on doit de façon urgente changer nos institutions, pour aller vers une réelle représentativité politique. Une VI ième République parlementaire doit être mise à l'ordre du jour .